REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 19 au 25 octobre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Le Président Ramkalawan reçoit le Secrétaire général de la COI
- Entretien ce lundi matin du Ministre Radegonde avec le Secrétaire général de la COI
- La COI fait don de matériels médicaux

1.2 Projet Ecofish : pêche illégale.....3
- 10th Enlarged Regional Coordination Unit of the Regional Fisheries Surveillance Plan (PRSP)
- Lutte contre la pêche illégale : Renforcement impératif

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....10
- Développement durable : le plastique vit ses derniers moments à Maurice
- COP26 - Seychelles delegates offset carbon flight emissions ahead of crucial climate talks
- ENVIRONNEMENT Les maires et préfets appelés à s'impliquer contre les risques de catastrophes

2.2 Sécurité maritime.....13
- SPDF strengthens regional maritime security

2.3 Tourisme..... 14
- Relance du Tourisme : Aucun soutien financier du ministère
- Activités touristiques : engouement prometteur pour Rodrigues
- Air France fait son retour aux Seychelles

2.4 Economie.....17
- Fonds d'accélération des investissements industriels : du soutien pour 60 projets ultramarins
- Pénurie de farine. Le ministre de l'Economie veut éviter à tout prix une aggravation de la crise du pain
- L'après-Gafi - Secteur financier : reconquête des investisseurs étrangers

Le Président Ramkalawan reçoit le Secrétaire général de la COI



Le Président de la République, Monsieur Wavel Ramkalawan, a reçu ce mardi, à State House, le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI), Son Excellence le Pr. Vêlayoudom MARIMOUTOU, en visite de travail de cinq jours aux Seychelles.

M. Marimoutou était accompagné de Mme Gina Bonne, Chargée de Mission au Secrétariat General de la COI, à l'Ile Maurice.

Le Secrétaire général de la COI a, avant tout porté les salutations de la COI et rappelé les grandes lignes de la stratégie de coopération régionale ainsi que les axes prioritaires du plan de travail de l'organisation régionale.

Les entretiens entre les deux hautes personnalités ont porté sur de nombreux sujets tels que la poursuite des projets de coopération, la sécurité maritime, le changement climatique qui frappe encore plus durement les états insulaires ainsi que les voies et moyens permettant à la COI d'aller de l'avant.

Le Président Ramkalawan et le Pr. Marimoutou n'ont pas manqué de se pencher également sur la situation de la pandémie du COVID-19 aux Seychelles comme dans les autres pays de la sous-région et se sont félicités de l'appui important que la COI est en train d'apporter aux uns et aux autres.

Cette rencontre fut l'occasion pour le Président Ramkalawan, non seulement de souligner l'importance que les Seychelles attachent à la COI, mais aussi de réaffirmer sa détermination à poursuivre sans relâche avec l'organisation régionale la construction d'un espace communautaire solidaire, apaisé et démocratique.

« Les Seychelles restent fermement engagées dans la COI et vous pouvez toujours compter sur notre contribution », a-t-il dit.

M. Marimoutou qui est à la tête de la COI depuis le 16 juillet 2020 est Réunionnais, de nationalité française.
Il a été reçu par le Président de la République en présence du Ministre des Affaires Etrangères et du Tourisme, M. Sylvestre Radegonde, la Secrétaire Générale par intérim du Département des Affaires Etrangères, l'Ambassadeur Lalatiana Accouche, l'OPL de la COI, M. Jacques Belle, et le Troisième Secrétaire du Département des Affaires Etrangères, Monsieur Travis Payet.
La Commission de l'Océan Indien comprend cinq Etats membres qui sont les Comores, Madagascar, Maurice, la France/Réunion et les Seychelles.

Pour en savoir plus cliquez les liens ci-dessous :

- https://lematinal.media/les-dons-de-la-commission-de-locean-indien-aident-les-seychelles-a-ameliorer-leur-preparation-medicale/
- Entretien ce lundi matin du Ministre Radegonde avec le Secrétaire général de la COI - Press Releases - Department of Foreign Affairs - Republic of Seychelles (mfa.gov.sc)
- Les dons de la Commission de l'océan Indien aident les Seychelles à améliorer leur préparation médicale - Seychelles News Agency
- http://www.seychellesnewsagency.com/articles/15677/Indian+Ocean+Commission+donations+help+Seychelles+increase+medical+preparedness
- Le Ministre Radegonde s'entretient avec le Secrétaire général de la COI -Seychelles Nation
- https://m.facebook.com/GIS.Mauritius/videos/r%C3%A9seau-sega-one-health-dons-d%C3%A9quipements-m%C3%A9dicaux-de-la-coi/537943514239300/
- https://www.nation.sc/articles/10952/le-prsident-ramkalawan-reoit-le-secrtaire-gnral-de-la-coi
- https://www.nation.sc/articles/10954/la-coi-fait-don-de-matriels-mdicaux
- https://www.news-europe.fr/health/2021/10/20/seychelles-indian-ocean-commission-donations-help-seychelles-increase-medical-preparedness/
- https://www.afropages.fr/apo/entretien-ce-lundi-matin-du-ministre-radegonde-avec-le-secr-taire-g-n-ral-de-la-coi
- https://www.youtube.com/watch?v=9FX2rPQ1-Wk (Vidéo)
- https://allafrica.com/stories/202110200086.html
- https://la1ere.francetvinfo.fr/mayotte/node/1007571

Entretien ce lundi matin du Ministre Radegonde avec le Secrétaire général de la COI



Le Ministre des Affaires Etrangères et du Tourisme, M. Sylvestre Radegonde, s'est entretenu lundi matin, en fin de matinée, avec le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien, le Prof. Vêlayoudom MARIMOUTOU, à la Maison Quéau de Quinssy.
Ces entretiens s'inscrivent dans le cadre de la visite de travail qu'effectue M. Marimoutou aux Seychelles où il est arrivé durant le week-end accompagné de la Chargée de Mission à la COI, la Seychelloise Gina Bonne.
On notera que c'est la première fois que le chef de la diplomatie seychelloise rencontre physiquement le dirigeant de la COI avec lequel il a fait un tour d'horizon des divers programmes et projets de développement notamment dans les domaines de la sécurité maritime, l'économie bleue et le changement climatique qui affecte encore plus fortement les petits États insulaires.
La ratification de l'Accord révisé de Victoria adopté récemment aux Seychelles et la modernisation de la COI afin qu'elle soit en phase avec les exigences et les enjeux de notre temps ont été au cœur des entretiens au cours desquels le Ministre Radegonde a réaffirmé toute l'importance que les Seychelles attachent à la COI et son appui total à la présidence française.
Le secrétaire général, a pour sa part, souligné l'importance de l'engagement des États membres envers les projets et les programmes de la COI afin que « les États membres soient les architectes de la construction de leur propre avenir.»
Etaient présents aux entretiens la Secrétaire Générale par intérim du Département des Affaires Etrangères, l'Ambassadeur Lalatiana Accouche, la Chargée de Mission Gina Bonne, l'OPL M. Jacques Belle ainsi que de hauts fonctionnaires du Département des Affaires Etrangères.

Seychelles NATION

La COI fait don de matériels médicaux



M. Marimoutou remettant un échantillon des équipements à la ministre Peggy Vidot Laura Pillay

La Commission de l'Océan Indien (COI) a fait don d'un nouveau lot de matériels technique au Ministère de la Santé pour renforcer les capacités diagnostiques des Seychelles, lors d'une brève cérémonie tenue au quartier général du Ministère de la Santé à Victoria hier après-midi.
C'est le nouveau Secrétaire Général de la COI, M. Vêlayoudom Marimoutou qui a présenté à la Ministre Peggy Vidot les matériels, qui sont d'une valeur financière significative. Certains appareils ont déjà été distribués et sont mis à profit dans la lutte contre la Covid-19 et d'autres maladies.
Lors de son allocution, le secrétaire général de la COI a décrit les efforts de la commission pour aider les États membres, dont les systèmes de santé sont confrontés à une pression immense, en raison de la pandémie. Il a noté qu'avant même que les premiers cas ne soient enregistrés dans la région de l'Océan Indien, la COI, via sa plate-forme SEGA, s'est mobilisée pour faciliter l'échange des informations entre les États membres, et la conception et la mise en œuvre d'un plan d'urgence, couvrant les dons de médicaments et de matériels médicaux.
« Avec ce nouveau don, ce sont plus de €800 000 d'équipements divers qui ont été attribués aux Seychelles, dans le cadre du réseau SEGA - One Health, avec l'appui de l'AFD et de l'Union Européenne depuis le début de la crise de Covid-19. En plus de cela, notre nouvel expert laboratoire est passé en mission ici aux Seychelles il y a quelques jours, afin de mieux cerner les besoins en équipements et en formation pour les laboratoires », ajouta M. Marimoutou.
« Nos îles rouvrent leurs frontières aériennes avec le souci de prévenir au mieux les risques et de renforcer continuellement les capacités d'intervention des services de santé. La COI reste pleinement mobilisée pour apporter son soutien dans la gestion de la Covid-19 tout en maintenant

ses efforts sur le front des autres risques épidémiques », a déclaré le secrétaire général.
Pour sa part, la Ministre Vidot a remercié la COI pour ce don et le soutien apporté au secteur de la santé au fil des années, ajoutant que le don est un témoignage de l'engagement de la commission envers la coopération régionale et la santé publique.
« Quant à la COI, pendant maintenant plusieurs années, elle s'est montrée un partenaire régional clé et fidèle dans la riposte des maladies humaines – et bien plus comme la remise de cette après-midi, et l'appui au renforcement des capacités humaines iront, certes, rehausser la confiance du Ministère de la Santé des Seychelles pour mener à bien les urgences en santé publique, dont l'actuelle pandémie », a dit la Ministre Vidot.
« L'actuelle pandémie de la Covid-19, éprouvante qu'elle soit, et sans fin comme semble-t-elle, nous a montré combien la solidarité régionale est importante. La COI demeure un partenaire incontournable, sur qui on peut vraiment compter pour des appuis bien ciblés. Ces appuis ont permis aux Seychelles de révéler les défis et de trouver un peu plus de lumière au bout du tunnel, tout au long de ce parcours difficile », a ajouté la Ministre Vidot.
Parmi les équipements se trouvent des ventilateurs utilisés pour apporter une assistance aux patients confrontés à des difficultés respiratoires, comme celles causées par le virus Covid-19.
Parmi les invités on notait la présence du Secrétaire Général par Intérim au Ministère des Affaires étrangères, Ambassadeur Lalatiana Accouche ; du Secrétaire Général de la santé, le Dr Bernard Valentin ; du Commissaire à la santé publique, le Dr. Jude Gédéon ; et du directeur général de l'Agence des Soins de Santé, le Dr. Danny Louange ainsi que d'autres personnels.

Seychelles NATION

10th Enlarged Regional Coordination Unit of the Regional Fisheries Surveillance Plan (PRSP)



Delegates and guests in a souvenir photograph (Photo: Jude Morel)

An effective model at combatting IUU fishing in the region and beyond

Since its inception in 2007, the PRSP has made remarkable progress at supporting this region at combatting Illegal, Unreported and Unregulated Fishing through the grouping of the Indian Ocean island states, and other countries in the region, through a concerted approach of sharing resources, expertise and capacity of the participating states.

The above was highlighted by Designated Minister Jean-François Ferrari who also holds the portfolio for fisheries during the official launch of the 10th Enlarged Regional Coordination Unit of the Regional Fisheries Surveillance Plan – *Le Plan Regional de Surveillance de Pêches* – (PRSP) yesterday at the Savoy Resort and Spa Hotel, at Beau Vallon, in the presence of secretary general of the Indian Ocean Commission (IOC) – *Commission de l'Océan Indien* (COI) Vêlayoudom Marimoutou and representatives of member countries.

The PRSP is being implemented by the IOC in the fight against illegal, unregulated and unreported (IUU) fishing.

Its main objectives among others are to reduce IUU fishing in the region, to contribute to fisheries resources conservation and sustainable management, and to improve surveillance in the Indian Ocean. It also contributes to the sustainable management of fisheries resources in the Indian Ocean and the promotion of responsible fishing.

It was created in 2007 by IOC, an intergovernmental body formed in the 1980s, as a tool to address the problem.

Minister Ferrari said the success of the initiative has served as an effective model at combating IUU fishing, both in the region and beyond.

He explained that it is a well-known fact that preventing, deterring and eliminating IUU cannot be achieved by one country alone and that it is on that basis that the foundation for regional cooperation has been built under the programme.

"The good work being undertaken within this initiative supports our regional aspirations of sustainable economic growth of each individual country, and ultimately the region as a whole," noted Minister Ferrari who further added that this highlights the importance of the work being undertaken through this initiative, and others that complements it.

The Designated Minister further explained that the PRSP is arguably one of the important factors that have contributed to the reduction of regional incidents of IUU, increasing the number of licenses issued to distant water fishing nation by the participating states, and significantly improving the monitoring control and surveillance capacity in the region.

Among other achievements of the programme mentioned by Minister Ferrari was the setting up of a regional vessel monitoring system (VMS) network, as well as the implementation of a Regional Fisheries Information Exchange Hub.

"While we have made impressive strides at achieving our objectives in the region, we are still faced with many challenges," noted Minister Ferrari who explained that the two most pertinent issues yet to be resolved are the institutionalisation of the programme and its financial sustainability.

"Many of the commitments made by this region through the Declaration of the Ministerial Conference for Combating IUU Fishing in the Southwest Indian Ocean 2017 are yet to be realized," he noted, while reminding those present of the work that still lies ahead.

To conclude, Minister Ferrari noted that the Covid-19 pandemic has brought about many challenges for us a as region, while it has also served as eye-opener to the importance of fisheries in region, and that we therefore must ensure success in whatever we are undertaking to promote sustainable fishing, and to combat IUU fishing, including the support of the PRSP.

Since 2007, the IOC, backed by the European Union (EU), has implemented the PRSP as part of a regional initiative to fight against IUU fishing.

The PRSP pools the surveillance officers, patrol vessels and airplanes of the IOC member countries for regional joint deployment plans.

It has also set up a regional VMS data exchange platform, servicing the national fisheries monitoring centres.

Other countries, such as Tanzania and Kenya, have shown interest in joining the PRSP scheme. The emergence of new maritime surveillance initiatives in the Southwest Indian Ocean can be also noticed.

Lutte contre la pêche illégale : Renforcement impératif

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) constitue un problème sérieux, voire une menace pour les moyens de subsistance de la population qui vit sur le littoral. D'où le besoin impératif de renforcer la lutte. En tout cas, les pays comme Madagascar qui manquent cruellement de moyens pour effectuer des surveillances dignes de ce nom ont du mourant à se faire, vu que la pêche INN peut engendrer des pertes économiques considérables avec plusieurs millions de dollars par an à la clé. Huit pays du Sud-Ouest de l'Océan Indien ont renforcé leur collaboration dans la lutte contre la pêche illégale, lors de la réunion de l'Unité de coordination régionale étendue (UCRE) du Plan régional de surveillance des pêches (PRSP). Cette rencontre, qui s'est tenue aux Seychelles, le 21 octobre dernier, a été marquée par l'annonce de « l'octroi de près de 2 millions d'euros de subvention à la région afin de poursuivre les efforts de lutte contre la pêche illégale », par Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles. La réunion de l'UCRE a réuni les Comores, la France/La Réunion, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique, la Tanzanie et les Seychelles pour discuter du problème des pêches INN qui prend de l'ampleur, le but étant de faire en sorte de renforcer la lutte en se conformant mieux aux règles de surveillance des pêches.
Jean Riana

Développement durable : le plastique vit ses derniers moments à Maurice



Le PNUD, l'Union Européenne et le Japon aident Maurice dans son désir d'éliminer le plastique.

Un « plastic free Mauritius ». Deux jours de travail pour se pencher sur la manière d'éliminer le plastique du quotidien des Mauriciens. Cet atelier de travail, organisé par le ministère de l'Environnement, se tient avant la COP 26 qui se tiendra début novembre prochain à Glasgow, en Écosse.

L'ouverture des travaux de l'atelier a eu lieu le lundi 18 octobre au Caudan Arts Centre. Plusieurs personnalités y assistent. Ce sont Kavy Ramano, ministre de l'Environnement, Vincent Degert, l'ambassadeur de l'Union européenne à Maurice, et Amanda Serumaga, UNDP Resident Representative à Maurice. De hauts fonctionnaires, des membres du corps diplomatique et des ONGs, entre autres, sont aussi engagés dans cet atelier qui se tient du lundi 18 au mardi 19 octobre.

Prenant la parole, Kavy Ramano a fait ressortir que chaque année dans le monde, un million de poissons et 100 000 animaux meurent de la pollution plastique. Pour sa part, Maurice gère 70 000 tonnes de déchets plastiques par an, soit 55 kilos par personne.

Seulement 3 000 tonnes sont recyclées. Des produits biodégradables en remplacement au plastique inondent le marché, a indiqué le ministre. Plus tard, dans une déclaration à la presse, il devait affirmer que les « petites et moyennes entreprises (PME) prennent les devants en trouvant des alternatives. Ces PMEs ont saisi la balle au bond. Elles ont su adapter leur équipement et former leur personnel pour fabriquer des produits biodégradables et des alternatives au plastique ». Autant d'initiatives saluées par le ministre. **Suite de l'article**

COP26 - Seychelles delegates offset carbon flight emissions ahead of crucial climate talks



The tree-planting exercise at Salazie yesterday (Photo: Jude Morel)

Ahead of next week's COP26 climate talks in Glasgow, the British high commission and Seychelles Parks and Gardens Authority (SPGA) hosted a unique environmental event yesterday afternoon.

President Wavel Ramkalawan was joined by COP26 delegates from Seychelles in a tree-planting carbon-offsetting activity at the Salazie Trail in the Morne Seychellois National Park.

The activity was part of a 'Green Footprint Seychelles' reforestation and restoration pilot project initiated by the British high commission and the Seychelles Parks and Garden Authority (SPGA).

The aim of the project is to test a scientifically-based tree planting scheme, to address the environmental impacts and green house gas emissions of long-haul travel and tourism.

Two sites in the area have been cleared from alien species, such as cinnamon tress and *CHlidemia hirta* (Fo Watouk) among others, for the pilot project, where 900 *mimusops sechellarum* (Bwa-d-nat) and *Heritiera littoralis* (Bwa-d-tab) trees will be planted on the 3500 square metres of the accessible forest.

Also present to plant the two types of trees in the area were the British high commissioner to Seychelles, Patrick Lynch; the principal secretary for Climate Change in the Ministry of Agriculture, Climate Change and Environment, Wills Agricole; the former climate change ambassador for Seychelles at the United Nations, Ronny Jumeau; the chief executive of SPGA, Alan Cedras and other representatives from the Ministry, the high commission and from SPGA. **Suite de l'article**

ENVIRONNEMENT Les maires et préfets appelés à s'impliquer contre les risques de catastrophes



Dans le but de mieux exécuter la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes, la sécurité civile a procédé depuis 3 jours à une sensibilisation des autorités préfectorales et communales sur leurs rôles respectifs. Les autorités préfectorales et communales de Mohéli ont été réunies dans un atelier de sensibilisation de 3 jours qui ont débuté le mardi dernier à la Salle multifonctionnelle de Fomboni. C'est un atelier qui a été organisé par la sécurité civile dans le but de sensibiliser ces autorités locales sur leur rôle dans le processus de préparation de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes naturelles. « Cette stratégie nationale de prévention des catastrophes est une plateforme multidisciplinaire et multipartite qui assiste les communautés à augmenter leur résilience face aux risques naturels, technologiques et aux catastrophes environnementales ainsi qu'à réduire les risques et les pertes liés à l'environnement, aux activités humaines, économiques et sociales» explique Madame Fatima Said, la responsable de la sécurité civile à Mohéli. Le choix d'impliquer les maires dans cette stratégie nationale, selon cette responsable, n'est pas un hasard puisqu'ils sont en étroite collaboration avec les chefs religieux mais aussi avec les chefs de villages. Aux Comores ce sont les populations pauvres et vulnérables qui sont les plus affectées par les catastrophes naturelles. « À part les phénomènes naturels, la croissance démographique et l'urbanisation rapide font augmenter les risques de catastrophes naturelles aux Comores » a indiqué Madame Fatima Said. Pour les bénéficiaires de cette formation, les connaissances acquises sont d'une importance capitale car cela leur permettra de s'impliquer davantage et de mieux jouer leur rôle dans la protection de leurs citoyens. « Ces 3 jours de formation ont été indispensables pour nous en tant que structure chargée du bienêtre de nos populations » rassure le maire de Mwalimdjini Adfaoun Hamada.

SPDF strengthens regional maritime security



The Indian Navy P8I aircraft landing at Seychelles International airport on Octobe 19, 2021

Indian Navy P8I aircraft deployed to Seychelles

In its endeavour to ensure safe seas and strengthen maritime security of the region, the Seychelles People's Defence Forces (SPDF) has always taken initiatives and steps to curb maritime crimes in the region.

With a joint aim of deterring such crimes at sea, the Indian Navy has deployed a P-8I maritime reconnaissance aircraft to Seychelles for regional surveillance in the western Indian Ocean region. The multi-mission maritime aircraft will undertake surveillance operations as well as facilitate a professional interaction between the Indian Navy aircrew and the SPDF.

On October 20, 2021, as part of the deployment programme, the Detachment Commander, Commander Kuldeep Mehta had formal interactions with Colonel Michael Rosette, Chief of Defence Forces (CDF); Lieutenant Colonel Jean Attala, Commander Seychelles Coast Guard (SCG) and Major Rodney Zarine, Commanding Officer Seychelles Air Force (SAF).

The aircraft crew also visited the National Information Sharing and Coordination Centre (NISCC) where they were briefed by the director of NISCC, Lieutenant Colonel Leslie Benoiton.

The deployment is in consonance with the Mission SAGAR initiative (Security and Growth for All in the Region) launched by Indian Prime Minister Narendra Modi in 2015, which aims at ensuring regional maritime cooperation between all nations of the Indian Ocean Region (IOR).

Relance du Tourisme : Aucun soutien financier du ministère



Suivant conseil des ministres en date du 13 octobre 2021, la réouverture des frontières malgaches a enfin été autorisée après plus de deux ans de fermeture. Les premiers vols commerciaux au départ de La Réunion et de l'île Maurice, à destination d'Antananarivo sont prévus pour demain 23 octobre. Concernant les vols commerciaux au départ de l'Europe, à destination d'Antananarivo, la liaison reprendra le 06 novembre prochain.

Les premiers touristes doivent ainsi arriver à partir de la semaine prochaine. Les opérateurs touristiques et les propriétaires d'établissements hôteliers peuvent également accueillir leurs premiers clients étrangers. Toutefois, on sera encore très loin de la prospérité d'avant confinement. Les impacts de la crise sanitaire sur les activités touristiques sont d'une telle importance que la plupart des opérateurs ont presque tous fermé leurs portes. Les pertes se chiffrent ainsi à plusieurs milliards d'Ariary en deux ans.

En tout cas, l'ouverture des frontières est loin d'être suffisante pour relancer les activités touristiques à Madagascar. Des soutiens en matériels mais aussi et surtout des compenssations financières sont encore attendus par les opérateurs depuis le début de la pandémie. En 2020, au tout début de la pandémie, la confédération du tourisme de Madagascar (CTM) a réclamé un plan d'aide de la part de l'Etat, mais en vain. Pourtant, cette confédération avait précisé que plus de 300.000 emplois indirects et 40.000 emplois directs ont été affectés par la crise.

Aucun plan de relance concret n'a été établi par Joel Randriamandranto et son équipe jusqu'à ce jour. Des hôteliers, restaurateurs et chambres d'hôtes, les campagnies aériennes, les aéroports, les tours opérateurs, les agences de voyages, les guides touristiques, les formateurs, les prestataires touristiques, les transporteurs terrestres et les organisateurs d'événements et bien d'autres sont pourtant impactés par la crise post-pandémique. A la veille de l'ouverture des frontières, le ministère de tutelle n'a d'autres solutions à proposer aux opérateurs que de simples sensibilisations sur le respect des consignes sanitaires pour les nouveaux venus.

Ranaivo

Activités touristiques : engouement prometteur pour Rodrigues



Les vols du 1er novembre affichent déjà complet. L'engouement pour Rodrigues est bel et bien au rendez-vous, d'autant que la quarantaine ne sera plus obligatoire dans l'île.

En revanche, certains opérateurs ne veulent pas se prononcer sur les réservations. Car tout dépendra de la situation sanitaire, explique Willy Chung, président de la Mauritius Association of IATA Travel Agents.

Du côté des acteurs touristiques rodriguais, Christian Leopold soutient que les réservations n'ont pas été grandement impactées pour le mois de novembre. Il confie même à notre journaliste que la majorité des établissements hôteliers de l'île ont déjà des réservations pour les festivités de fin d'année

Plus d'infos Lire aussi :

- https://www.lemauricien.com/actualites/economie/public-private-joint-committee-arrivees-touristiques-au-dela-des-previsions-de-600-000/453159/

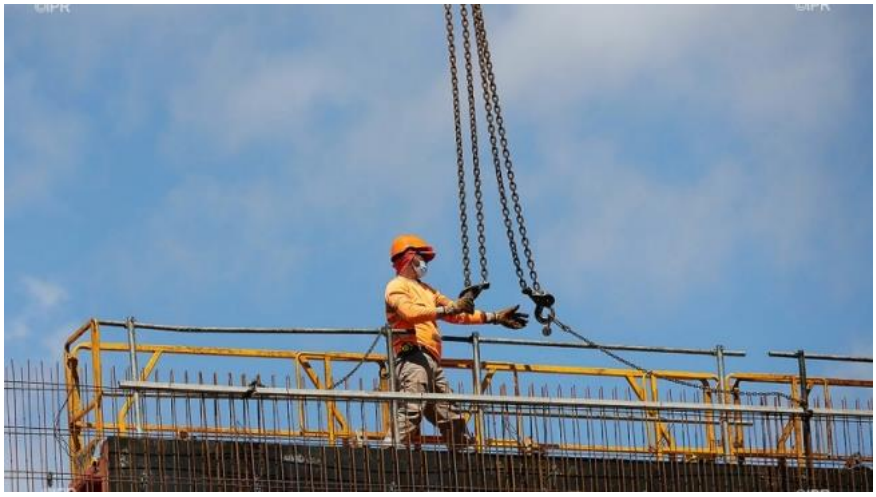
Air France fait son retour aux Seychelles



La compagnie aérienne **Air France** a fait son retour aux Seychelles après 18 mois d'absence.
L'appareil a atterri ce matin à l'aéroport des Seychelles avec 203 passagers.
La compagnie aérienne française reliera les Seychelles et la France 2 fois par semaine de Paris, les jeudis et samedis et de Mahé les vendredis et dimanches.
Pour marquer le retour de la connexion directe entre Les Seychelles et la France l'un de ses principaux marchés traditionnels, une délégation comprenant le ministre des affaires étrangères et du **tourisme**, M. Sylvestre Radegonde, et l'ambassadeur de France, Dominique Mas étaient présents pour accueillir les touristes.
La directrice générale du marketing Bernadette Willemin a déclaré que la retrait des Seychelles de la liste rouge de la France et le retour d'**Air France** ne devraient pas seulement stimuler les arrivées de visiteurs, mais aussi améliorer le taux d'occupation non seulement dans les hôtels, mais aussi dans les petites pensions.
"Le retour d'**Air France** sur nos côtes est un grand moment pour notre destination. La France reste un marché qui fonctionne bien pour nous, malgré le manque de vols directs et le fait que nous étions sur la liste rouge. Avec la disponibilité d'un vol direct pour les Seychelles à partir d'aujourd'hui, nous prévoyons que le marché français devrait non seulement se porter bien en termes d'arrivées de visiteurs, mais aussi retrouver sa place dans le top 3 des marchés."

D'après le bureau des statistiques, plus de 8 000 touristes français
rendus aux Seychelles depuis le début de l'année. **Suite de l'articl**

Fonds d'accélération des investissements industriels : du soutien pour 60 projets ultramarins



Dans le cadre de la poursuite du déploiement de France Relance, Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, et Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'Industrie, ont présenté les 60 lauréats ultramarins du fonds d'accélération des investissements industriels dans les territoires. Ils représentent 114 millions d'euros d'investissements productifs.

Opéré par Bpifrance, ce dispositif repose sur un travail partenarial entre les services de l'Etat, les régions et les collectivités concernées. Les 60 projets lauréats représentent au total 114 millions d'euros d'investissements productifs. Ces investissements vont favoriser la croissance des entreprises ultramarines : augmentation des capacités de production, diversification des activités, modernisation des procédés, valorisation des ressources locales, efficacité environnementale, etc.
Majoritairement portés par des TPE-PME, les projets accélérés seront des vecteurs de transformation dans les Outre-mer, en termes de transitions énergétique et numérique, de développement des compétences, ou encore de renforcement de la compétitivité de ces territoires sur des marchés régionaux en croissance. Ils permettront de créer plus de 450 emplois, et viendront renforcer la compétitivité des territoires ultramarins, en particulier dans les filières de l'industrie agro-alimentaire, du bois, de la construction, de la chimie et les matériaux, des nouveaux systèmes énergétiques.

Pénurie de farine. Le ministre de l'Economie veut éviter à tout prix une aggravation de la crise du pain

Faïza Soulé Youssouf



Alors que la pénurie de farine s'enlise, contraignant les boulangeries à baisser drastiquement leurs productions journalières de pains au mieux ou à cesser leurs activités au pire, le ministre de l'Economie Mze Abdou Mohamed Chanfiou a convié importateurs et boulangers à une réunion, samedi 23 octobre dernier. Objectif affiché de cette rencontre : éviter à tout prix une aggravation de la pénurie du pain.

«La dernière fois, je me suis rendu dans un commerce, j'en suis ressorti avec 2 Coca-Cola et 3 yaourts que j'ai payés 2500. Une grande somme pour 3 fois rien. Maintenant, si le Coca-Cola est cher, l'on peut s'en passer. Je ne peux en dire autant pour le pain », a lancé le ministre de l'Economie sur un ton grave alors qu'il avait réuni les importateurs de farine et les boulangers le 23 octobre dans ses locaux.

300 conteneurs de marchandises bloqués à Longoni

A l'ordre du jour de cette rencontre qui a réuni 20 participants : les raisons de la pénurie de farine et les réponses à y apporter pour qu'elle prenne fin. Les acteurs ont tous fait savoir qu'ils avaient bien passé commande mais que leurs conteneurs de farine étaient bloqués depuis au moins deux semaines au port de transbordement de Longoni à Mayotte.« Il s'avère que nos commerçants ont plus de 300 conteneurs de marchandises bloquées à Longoni ; les transporteurs assurent qu'ils seront à Moroni entre le 31 octobre et le 1er novembre », a expliqué au téléphone, le directeur général de l'Economie, Abdou Nassur. **Suite de l'article**

L'après-Gafi - Secteur financier : reconquête des investisseurs étrangers



L'inclusion de Maurice sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) a négativement influencé le secteur financier mauricien. Certains clients auraient quitté la juridiction mauricienne. La sortie de Maurice de cette liste préjudiciable pourrait être un argument solide pour les attirer de nouveau.
L'intérêt pour la juridiction mauricienne auprès des investisseurs pourrait reprendre. L'attractivité du secteur financier mauricien avait encaissé un coup de massue avec la décision du GAFI d'inclure Maurice sur sa liste grise en février 2020. Cependant, Maurice a été enlevé de cette liste, le jeudi 21 octobre, après avoir répondu aux manquements identifiés par le GAFI dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Shamima Mallam-Hassam, Managing Director de Trident Trust, explique que Maurice a perdu certains clients durant la période équivalent à sa présence sur la liste grise du GAFI. « Nous constatons que certains clients ont opté pour d'autres juridictions, comme le Luxembourg, la Hollande ou Jersey. Il était également difficile de convaincre les nouveaux fonds, notamment les Européens, de s'installer à Maurice », concède-t-elle.
La bonne réputation dont jouissait Maurice, pré-inclusion liste grise, devrait jouer en sa faveur. Hafeez Toofail, Compliance Director chez Sovereign Consulting Limited, soutient que Maurice reste une juridiction de choix en termes de loi, de présence géographique, de force de compétence et de coût de la main-d'œuvre. Ces atouts permettent au pays de concurrencer les meilleurs centres financiers internationaux. D'ailleurs, la présence jusqu'au 21 octobre de Maurice sur la liste grise du GAFI a engendré une amélioration du cadre dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à Maurice. Shahannah Abdoolakhan, CEO d'Abler Consulting, fait ressortir que cette situation défavorable est survenue au moment où les frontières étaient fermées, ce qui a permis aux institutions et sociétés concernés de revoir leurs systèmes. **Suite de l'article**